



Revue de la presse parisienne.

Le Siècle explique son adhésion sincère et désintéressée à la République, en disant qu'elle est un gouvernement entre deux abîmes : l'anarchie et la guerre civile.

En effet, c'est vers l'avenir qu'il faut porter ses regards, et c'est à le rendre prospère que tous les hommes de bonne volonté doivent employer leurs forces.

L'Assemblée Nationale revient, après une trêve de deux jours, à ses attaques systématiques contre M. Dufaure.

La Presse se livre à une comparaison instructive entre le budget de l'Angleterre et le nôtre.

La Presse se livre à une comparaison instructive entre le budget de l'Angleterre et le nôtre. Depuis 30 ans l'Angleterre a constamment réduit ses taxes, et cependant elle a des excédants de rentes; nous avons, au contraire, toujours augmenté nos impôts, et le déficit est devenu, d'année en année, plus considérable.

Voici quelques chiffres fort significatifs : Les frais de perception coûtent, en Angleterre, 115 millions; en France, 225 millions. Une dette de 19 milliards coûte, en Angleterre, 393 millions d'intérêts annuels; notre dette de 9 milliards 246 millions, nous coûte 364 millions.

L'administration proprement dite, c'est-à-dire les dépenses de l'intérieur, de l'agriculture et des travaux publics, s'élève, en Angleterre, à 100 millions, et en France, à 504 millions.

Il est facile de voir par ces citations qu'avec un peu de bon vouloir et beaucoup d'énergie il y aurait moyen, en suivant l'exemple de l'Angleterre, d'opérer de grandes économies sur notre budget.

Le National se fait le champion de l'impôt sur le revenu, et la statistique à la main, il énumère les différentes sources primitives d'où découle par mille petits filets la richesse collective de la France.

Il se borne aujourd'hui à faire le laborieux inventaire de la fortune nationale, et il nous annonce pour demain ses conclusions en faveur du nouvel impôt.

Nous les ferons connaître. Mais le travail préliminaire du National est ingénieusement distribué et permet d'apprécier, sinon avec précision, au moins avec clarté les éléments du revenu à imposer.

Le Constitutionnel reproduit, d'après les journaux allemands, les bases de l'arrangement qui vient d'être conclu entre l'Autriche et la Prusse. Ce n'est pas encore la confédération de 1815, mais c'est un provisoire qui y conduit.

L'archiduc Jean, vicair d'empire, donnera sa démission et sera remplacé dans la gestion des affaires générales, telles que commerce, douanes, ports, chemins de fer, etc., par une commission de quatre membres; deux de ces membres seraient à la nomination de la Prusse, et deux à celle de l'Autriche.

Ce système n'est avantageux que pour la Prusse; il la débarrasse de l'Assemblée nationale de Francfort, et il lui permet de poursuivre et d'étendre son projet d'alliance pour l'Allemagne du nord, dit Alliance des trois rois.

Dans un an, lorsque ces quatre commissaires provisoires seront écartés, la Prusse, fortement appuyée par les petits princes, sera devenue l'arbitre des destinées de l'Allemagne.

Le Journal des Débats félicite les partis politiques de l'Angleterre qui, ne voulant ajouter aucune difficulté aux embarras déjà si grands du gouvernement et aux périls de la situation, se sont constamment appliqués à soutenir le ministère actuel.

Une seule question paraît troubler cette situation si calme : c'est celle des colonies qui se révoltent contre l'envoi des déportés que veut leur expédier la mère-patrie.

Heureux pays cependant, dit en terminant le Journal des Débats, que celui qui, en l'an de grâce 1849, ne semble pas avoir de plus grave sujet d'inquiétude ni de plus grand malheur à déplorer!

L'Opinion Publique refait l'histoire des démêlés de Pie VII et de l'empereur Napoléon; elle montre le pape sans armée, luttant avec le héros qui commandait à 80,000 hommes, et luttant victorieusement.

(Correspondances spéciaux du SALUT PUBLIC.) Paris, 18 septembre 1849.

La querelle du Temps et de l'Assemblée Nationale n'aura pas de suites. M. X. Durrieu, malgré la dure qualification de M. de Lavalette, refuse de se battre, à moins qu'on ne lui nomme la personne qui a fait l'Assemblée des communications sur la réunion socialiste qui s'est tenue dans les bureaux du Temps.

Des gens malveillants, qui prétendent toujours être mieux renseignés que tous les autres, avaient affirmé que la maladie de M. de Falloux était une indigestion diplomatique. Il n'en est malheureusement rien; le jeune ministre a été, pendant la soirée d'hier, dans un état qui donnait les plus graves inquiétudes à sa famille et à ses amis.

Cette maladie, comme vous le comprendrez, a suspendu toutes les discussions que soulevaient les affaires de Rome. Ces discussions, d'ailleurs, étaient terminées au sein du ministère, où l'on avait fini par se mettre d'accord sur la ligne à suivre.

Les sociétés secrètes avaient le projet d'organiser une manifestation pour le 22 septembre, anniversaire de la proclamation de la République en 1792; mais la police a l'œil sur elles, et elles ont dû y renoncer.

On attend ces deux circonstances, qui répandraient dans le public une certaine agitation, et qui permettraient aux socialistes eux-mêmes de juger leurs chefs à l'œuvre et de savoir de quoi ils sont capables. Ils commencent, en effet, à perdre confiance dans leurs grands dignitaires, et ils ne sont pas fâchés de les éprouver.

Les difficultés financières vont être de nouveau l'objet d'une attention profonde. La commission du budget se réunit demain, et au bruit des chiffres qu'elle agitera, les émotions politiques feront place à d'autres soucis plus graves.

L'Etat espère pouvoir livrer à la compagnie concessionnaire, vers la fin de l'année 1849, sur le chemin de fer de Strasbourg, les sections de Frouard à Nancy, et de Strasbourg à Hommarling.

L'Etat espère pouvoir livrer à la compagnie concessionnaire, vers la fin de l'année 1849, sur le chemin de fer de Strasbourg, les sections de Frouard à Nancy, et de Strasbourg à Hommarling.

L'exportation des eaux-de-vie pour l'Angleterre a atteint un grand développement depuis quelque temps.

A Charente, il n'y a pas moins, en ce moment, de 20 bâtiments anglais, tous chargés de ses spiritueux, à destination de Plymouth, Newcastle et Londres.

Il paraît que le parti rouge se proposait de célébrer par un banquet l'anniversaire de la première République, le 22 septembre; des démarches ont été faites auprès des représentants les plus influents qui siègent à la Montagne pour régler le menu, le montant de la cotisation et indiquer le local où aurait lieu la réunion.

Radetzky est arrivé à Vienne où il a reçu un accueil triomphal de la part de la population. Jellachich est attendu aussi dans cette capitale, où vont se rencontrer tous les généraux autrichiens qui ont acquis tant de célébrité depuis deux ans.

Le concile de la province de Paris a tenu aujourd'hui sa seconde séance. Cette pieuse assemblée aura, je crois, un excellent résultat si, comme tout l'annonce, elle se tient en dehors de la politique.

Hier, on a jeté tout autour du ministère de l'instruction publique, sur une assez grande étendue, rues de Grenelle-Saint-Germain et de Bellechasse, plus d'un pied de paille pour amortir le bruit des voitures.

On assurait aujourd'hui, parmi les rares représentants qui se montrent à l'Assemblée, que nos affaires de Rome étaient en voie d'arrangement.

Demain se réunissent, à midi, pour reprendre le cours de leurs travaux, les membres de la commission du budget, qui sont de retour à Paris.

Les affaires ont été peu animées aujourd'hui. Le 5 0/0 est resté pendant toute la bourse entre 88 75 et 88 65, et le 5 0/0 entre 56 40 et 56 25.

Lettre politique et financière.

Les affaires ont été peu animées aujourd'hui. Le 5 0/0 est resté pendant toute la bourse entre 88 75 et 88 65, et le 5 0/0 entre 56 40 et 56 25.

CHEMINS DE FER.—Nous n'avons d'autres changements à signaler sur ces valeurs qu'une hausse de 5 fr. sur le St-Germain, et de 4 25 sur le Bâle et sur le Bordeaux, et une baisse de 2 50 sur le Rouen et sur le Havre, et de 1 25 sur le Strasbourg.

CHEMINS DE FER.—Nous n'avons d'autres changements à signaler sur ces valeurs qu'une hausse de 5 fr. sur le St-Germain, et de 4 25 sur le Bâle et sur le Bordeaux, et une baisse de 2 50 sur le Rouen et sur le Havre, et de 1 25 sur le Strasbourg.

CHRONIQUE PARISIENNE.

C'est hier qu'a eu lieu le dernier interrogatoire des accusés du 13 juin, détenus à la Conciergerie. C'est M. Béranger, président de la haute-cour de justice, qui s'est acquitté de cette tâche avec des formes et des égards dont tous les accusés se louent.

Nous apprenons que la question d'élever Mulhouse, ville qui renferme plus de 40,000 habitants, en chef-lieu d'arrondissement, a été examinée par le gouvernement.

Une proposition a été soumise, dit-on, samedi dernier au conseil des ministres, pour demander à l'Assemblée nationale un nouveau crédit en faveur du président de la République, attendu que la somme qui lui est allouée est tout-à-fait insuffisante pour satisfaire aux demandes qui lui sont adressées.

On annonce que c'est à Paris même que doit être arrangée l'affaire du Maroc, et que l'empereur Abderrahman a fait partir un de ses principaux conseillers chargé de ses pleins pouvoirs.

On annonce que c'est à Paris même que doit être arrangée l'affaire du Maroc, et que l'empereur Abderrahman a fait partir un de ses principaux conseillers chargé de ses pleins pouvoirs.

On annonce que c'est à Paris même que doit être arrangée l'affaire du Maroc, et que l'empereur Abderrahman a fait partir un de ses principaux conseillers chargé de ses pleins pouvoirs.

On annonce que c'est à Paris même que doit être arrangée l'affaire du Maroc, et que l'empereur Abderrahman a fait partir un de ses principaux conseillers chargé de ses pleins pouvoirs.

On annonce que c'est à Paris même que doit être arrangée l'affaire du Maroc, et que l'empereur Abderrahman a fait partir un de ses principaux conseillers chargé de ses pleins pouvoirs.

On annonce que c'est à Paris même que doit être arrangée l'affaire du Maroc, et que l'empereur Abderrahman a fait partir un de ses principaux conseillers chargé de ses pleins pouvoirs.

On annonce que c'est à Paris même que doit être arrangée l'affaire du Maroc, et que l'empereur Abderrahman a fait partir un de ses principaux conseillers chargé de ses pleins pouvoirs.

On annonce que c'est à Paris même que doit être arrangée l'affaire du Maroc, et que l'empereur Abderrahman a fait partir un de ses principaux conseillers chargé de ses pleins pouvoirs.

On annonce que c'est à Paris même que doit être arrangée l'affaire du Maroc, et que l'empereur Abderrahman a fait partir un de ses principaux conseillers chargé de ses pleins pouvoirs.

On annonce que c'est à Paris même que doit être arrangée l'affaire du Maroc, et que l'empereur Abderrahman a fait partir un de ses principaux conseillers chargé de ses pleins pouvoirs.

d'appartements des ministres, seraient affectés aux logements des magistrats. Cette disposition a été prise dans l'intérêt des débats, qui doivent être très longs, et pour obvier à ce que l'absence ou le retard d'un membre de la cour ne puisse interrompre les audiences.

On répète à l'Odéon un grand drame en cinq actes, de M. Paul Foucher, intitulé Charlotte de Brunswick; cet ouvrage, qui met en scène Pierre-le-Grand et la femme de son fils Alexis, cette princesse allemande à laquelle les mémoires du temps prêtent une destinée si romanesque, servira de débat à MM. Deshayes et Clarence.

On assure que le ministre de l'intérieur attend la fin de la session des conseils généraux pour changer quelques préfets demi-rouges devenus tout-à-fait impossibles dans leurs départements.

On assure que le ministre de l'intérieur attend la fin de la session des conseils généraux pour changer quelques préfets demi-rouges devenus tout-à-fait impossibles dans leurs départements.

On assure que le ministre de l'intérieur attend la fin de la session des conseils généraux pour changer quelques préfets demi-rouges devenus tout-à-fait impossibles dans leurs départements.

On assure que le ministre de l'intérieur attend la fin de la session des conseils généraux pour changer quelques préfets demi-rouges devenus tout-à-fait impossibles dans leurs départements.

On assure que le ministre de l'intérieur attend la fin de la session des conseils généraux pour changer quelques préfets demi-rouges devenus tout-à-fait impossibles dans leurs départements.

On assure que le ministre de l'intérieur attend la fin de la session des conseils généraux pour changer quelques préfets demi-rouges devenus tout-à-fait impossibles dans leurs départements.

On assure que le ministre de l'intérieur attend la fin de la session des conseils généraux pour changer quelques préfets demi-rouges devenus tout-à-fait impossibles dans leurs départements.

On assure que le ministre de l'intérieur attend la fin de la session des conseils généraux pour changer quelques préfets demi-rouges devenus tout-à-fait impossibles dans leurs départements.

On assure que le ministre de l'intérieur attend la fin de la session des conseils généraux pour changer quelques préfets demi-rouges devenus tout-à-fait impossibles dans leurs départements.

On assure que le ministre de l'intérieur attend la fin de la session des conseils généraux pour changer quelques préfets demi-rouges devenus tout-à-fait impossibles dans leurs départements.

On assure que le ministre de l'intérieur attend la fin de la session des conseils généraux pour changer quelques préfets demi-rouges devenus tout-à-fait impossibles dans leurs départements.

On assure que le ministre de l'intérieur attend la fin de la session des conseils généraux pour changer quelques préfets demi-rouges devenus tout-à-fait impossibles dans leurs départements.

On assure que le ministre de l'intérieur attend la fin de la session des conseils généraux pour changer quelques préfets demi-rouges devenus tout-à-fait impossibles dans leurs départements.

On assure que le ministre de l'intérieur attend la fin de la session des conseils généraux pour changer quelques préfets demi-rouges devenus tout-à-fait impossibles dans leurs départements.

On assure que le ministre de l'intérieur attend la fin de la session des conseils généraux pour changer quelques préfets demi-rouges devenus tout-à-fait impossibles dans leurs départements.



Transcrit spontanément par le journal D. S. L'Espoir n° 10. Sept. 1849.